

CONSOMMATION ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE :

les productions locales tirées par la demande urbaine, mais les villes restent dépendantes des importations de riz et de blé

par Monsieur Nicolas Bricas, socio-économiste

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)

Monsieur Claude Tchamda, statisticien-économiste

Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (Afristat)

et Madame Marie-Cécile Thirion, agro-économiste

Agence française de développement (AFD)

Sommaire

INTRODUCTION

1. MÉTHODOLOGIE

2. RÉSULTATS

2.1. LA CONSOMMATION ET LE MARCHÉ ALIMENTAIRE NATIONAL

2.2. LES NIVEAUX DE CONSOMMATION DES ALIMENTS SELON LE MILIEU DE RÉSIDENCE

2.3. CARACTÉRISATION DES CONSOMMATIONS ALIMENTAIRES URBAINES

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

Liste des illustrations

TABLEAU 1

CARACTÉRISTIQUES DES ENQUÊTES NATIONALES SUR LA CONSOMMATION DES MÉNAGES UTILISÉES

TABLEAU 2

RATIOS DES CONSOMMATIONS URBAINES SUR LES CONSOMMATIONS RURALES DANS LA ZONE GÉOGRAPHIQUE ÉTUDIÉE

GRAPHIQUE 1

PART DU MARCHÉ ALIMENTAIRE DANS LE MARCHÉ TOTAL

GRAPHIQUE 2

PART DES DÉPENSES DANS LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

GRAPHIQUE 3

MARCHÉS ALIMENTAIRES NATIONAUX ET MARCHÉS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET AGRICOLES À L'EXPORTATION

GRAPHIQUE 4

IMPORTANCE DES DÉPENSES DANS LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE SELON LES MILIEUX DE RÉSIDENCE

GRAPHIQUE 5

RÉPARTITION DU MARCHÉ NATIONAL PAR MILIEUX

GRAPHIQUE 6

PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION À 2050
DE LA POPULATION D'AFRIQUE DE L'OUEST, DU CAMEROUN ET DU TCHAD

GRAPHIQUE 7

STRUCTURE DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE EN 2008
DANS HUIT MÉTROPOLIS DES PAYS DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST-AFRICAINE (UEMOA)

GRAPHIQUE 8

ÉVOLUTION DEPUIS 1961
DES CALORIES IMPORTÉES DANS LES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES D'AFRIQUE DE L'OUEST

GRAPHIQUE 9

ÉVOLUTION DEPUIS 1961 DE LA PART DES CALORIES IMPORTÉES
DANS LES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES D'AFRIQUE DE L'OUEST

11th Year Revision

1. The first part of the question is about the structure of the atom. The second part is about the periodic table.
2. The first part of the question is about the structure of the atom. The second part is about the periodic table.
3. The first part of the question is about the structure of the atom. The second part is about the periodic table.
4. The first part of the question is about the structure of the atom. The second part is about the periodic table.
5. The first part of the question is about the structure of the atom. The second part is about the periodic table.
6. The first part of the question is about the structure of the atom. The second part is about the periodic table.
7. The first part of the question is about the structure of the atom. The second part is about the periodic table.
8. The first part of the question is about the structure of the atom. The second part is about the periodic table.
9. The first part of the question is about the structure of the atom. The second part is about the periodic table.
10. The first part of the question is about the structure of the atom. The second part is about the periodic table.

INTRODUCTION

La hausse des prix alimentaires sur les marchés internationaux depuis 2007 a provoqué une série d'émeutes urbaines, notamment en Afrique de l'Ouest. Celles-ci ont mis en évidence la dépendance des citoyens vis-à-vis de ces marchés pour se nourrir. Pourtant, selon les statistiques nationales, la production alimentaire régionale a nettement augmenté depuis les années quatre-vingt et elle n'est plus réservée à l'alimentation des seuls ruraux : elle aurait trouvé un débouché commercial sûr le marché. En réalité, les informations sur la consommation et les marchés alimentaires de ces pays sont rares. La plupart des données disponibles sont celles de la production et des échanges. Le plus souvent, l'alimentation continue d'être estimée via les disponibilités alimentaires, c'est-à-dire grâce à des calculs réalisés à partir des chiffres d'offre et d'échanges (importations et exportations).

Tous les pays de la région réalisent pourtant des enquêtes auprès des ménages afin de calculer des indicateurs économiques : en particulier, les coefficients budgétaires leur permettant de déterminer les pondérations pour l'indice des prix à la consommation des ménages et l'inflation ou le seuil de pauvreté. De plus et malgré leur complexité, ces enquêtes sont désormais relativement régulières, très détaillées et bien maîtrisées par les instituts nationaux de statistique. Elles constituent donc une mine d'informations utiles pour tous ceux qui s'intéressent au secteur agricole et alimentaire. Mais elles ont, jusqu'ici, été peu exploitées en ce sens. Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (Afristat) ¹ et l'Agence française de développement (AFD) ont donc initié une démarche pour y remédier. Cet article rend compte de résultats importants issus de l'analyse inédite de ces enquêtes pour caractériser l'alimentation des pays d'Afrique de l'Ouest.

1. MÉTHODOLOGIE

L'intérêt de l'étude dont sont issus les résultats présentés ici est de s'appuyer, non pas sur les bilans de disponibilité alimentaire généralement utilisés pour évaluer les tendances de consommation – tels ceux fournis par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – mais sur les enquêtes auprès des ménages réalisées sur d'importants échantillons et mesurant véri-

tablement la consommation alimentaire. Ces enquêtes fournissent des valeurs économiques de la consommation entendue comme la somme de l'auto-production, des acquisitions non-marchandes (dons, trocs) et des achats. Mais, les bases de données sur les prix couplées à ces enquêtes n'étant pas disponibles, il est impossible de calculer les quantités consommées.

Les enquêtes sur les dépenses des ménages constituent des opérations complexes et comportent de nombreux risques de biais, tant en termes de formulation des questions que de recueil de l'information, de mémoire des personnes interrogées, de saisie des réponses et d'analyse de celles-ci. Les données obtenues peuvent être sujettes à caution. Néanmoins, il est possible de considérer que, si biais de mesure il y a eu, ceux-ci sont homogènes et s'appliquent à tous les produits, sans remettre en cause les grandes structures de consommation.

L'intérêt de l'étude que nous présentons ici est de s'appuyer sur les résultats de vingt-cinq enquêtes similaires. Compte tenu des risques de biais ou d'erreurs, les résultats de chacune d'entre elles doivent certes être considérés avec prudence. Mais les tendances qui se dégagent, grâce à une analyse comparative des vingt-cinq enquêtes fournissent, elles, des informations intéressantes concernant la région étudiée : à savoir le Tchad, le Cameroun et les pays d'Afrique de l'Ouest. Et la récurrence de certains résultats dans un grand nombre de pays fournit des signaux fiables sur les caractéristiques de la consommation.

◆ Deux types d'enquêtes sur les dépenses des ménages ont été mobilisés pour l'étude :

- Huit enquêtes limitées aux métropoles des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Abidjan, Bamako, Bissau, Cotonou, Dakar, Lomé, Niamey et Ouagadougou, à raison d'un échantillon de 1 000 personnes par ville. Ces enquêtes étant destinées à calculer les coefficients budgétaires de l'*Indice harmonisé des prix à la consommation* (IHPC), nous désignerons leurs données dans l'article par l'expression « *données IHPC* ». Concernant l'alimentation, les consommations de 234 produits ont été relevées. Enfin, il est possible de réaliser des agrégations et des comparaisons puisque les enquêtes ont toutes été réalisées en 2008, selon la même méthodologie et que les dépenses sont exprimées dans la même monnaie : le franc CFA (FCFA).

- Des enquêtes nationales – les plus récentes disponibles – réalisées depuis une dizaine d'années pour mesurer de façon plus ou moins détaillée la consommation des ménages dans quinze pays : Burkina, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo. Le dépouillement des réponses s'avérant complexe, il faut généralement des mois pour que les résultats soient disponibles. Ces enquêtes sont donc assez anciennes et ne rendent pas compte des changements survenus depuis la hausse des prix

1 - L'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (Afristat) est une organisation internationale créée par traité en 1993. Elle regroupe aujourd'hui dix-neuf États membres (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo). L'Observatoire a pour mission de contribuer au développement des statistiques économiques, sociales et de l'environnement dans ses États membres. Il s'inscrit ainsi dans la préoccupation africaine d'intégration économique régionale (<http://www.afristat.org/>).

Tableau 1
Caractéristiques des enquêtes nationales sur la consommation des ménages utilisées

Nom de l'enquête	Échantillon total de ménages	Nombre initial de produits alimentaires	Définition du milieu urbain
BÉNIN – Période de l'enquête : 2003			
Questionnaire des indicateurs de base du bien-être	5 350	23	Chef-lieu de commune de + de 10 000 habitants avec au moins une infrastructure ou arrondissement de + de 10 000 habitants avec quatre infrastructures
BURKINA FASO – Période de l'enquête : mai à juillet 2003			
Enquête burkinabé sur les conditions de vie des ménages	8 494	40	Les 45 chefs-lieux de province + 4 autres communes
CAMEROUN – Période de l'enquête : septembre à décembre 2007			
Enquête camerounaise auprès des ménages III	11 391	282	Agglomérations de + de 5 000 habitants avec infrastructures
CÔTE D'IVOIRE – Période de l'enquête : mai à juillet 2002			
Enquête Niveau de vie des ménages	10 800	100	Agglomérations de + de 10 000 habitants ou communes entre 4 000 et 10 000 habitants avec au moins 50 % des chefs de ménages non agricoles
GAMBIE – Période de l'enquête : février à avril 2004			
Integrated household survey	2 238	152	Non disponible
GHANA – Période de l'enquête : septembre 2005 à septembre 2006			
Ghana living standards survey	8 687	115	Agglomérations de + de 5 000 habitants
GUINÉE – Période de l'enquête : août à novembre 2007			
Enquête intégrée de base pour l'évaluation de la pauvreté	7 095	109	Agglomérations de + de 5 000 habitants + quatre villes de 2 500 à 5 000 habitants
LIBERIA – Période de l'enquête : août à septembre 2007			
Core welfare indicators questionnaire	3 595	178	Non disponible
MALI – Période de l'enquête : juin à décembre 2006			
Enquête légère intégrée auprès des ménages	4 494	94	Agglomérations de + de 5 000 habitants ou centres de districts
MAURITANIE – Période de l'enquête : août à novembre 2004			
Enquête permanente sur les conditions de vie des ménages	9 385	91	Agglomérations de + de 5 000 habitants
NIGER – Période de l'enquête : avril 2007 à avril 2008			
Enquête nationale sur le budget et la consommation des ménages	4 000	237	Chef-lieu d'une unité administrative disposant d'un certain nombre d'infrastructures
NIGERIA – Période de l'enquête : septembre 2003 à août 2004			
Nigeria living standards survey	19 158	134	Agglomérations de + de 20 000 habitants
SÉNÉGAL – Période de l'enquête : avril 2001 à avril 2002			
Enquête sénégalaise auprès des ménages	6 594	309	Agglomérations de + de 10 000 habitants

SÉNÉGAL – Période de l'enquête : décembre 2005 à avril 2006			
Enquête de suivi de la pauvreté	13 568	30	Agglomérations de + de 10 000 habitants
SIERRA LEONE – Période de l'enquête : novembre 2002 à octobre 2003			
Sierra Leone integrated household survey	3 719	103	Non disponible
TCHAD – Période de l'enquête : février 2003 à avril 2004			
Enquête sur la consommation et le secteur informel	6 697	122	Agglomérations de + de 5 000 habitants
TOGO – Période de l'enquête : juillet et août 2006			
Questionnaire des indicateurs de base du bien-être	7 500	135	Lomé et autres communes
PAYS DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST-AFRICAINE (UEMOA) – Période de l'enquête : 2008			
Enquêtes pour le calcul de l'Indice harmonisé des prix à la consommation	1 000 par pays	234	Seules les capitales ont été enquêtées

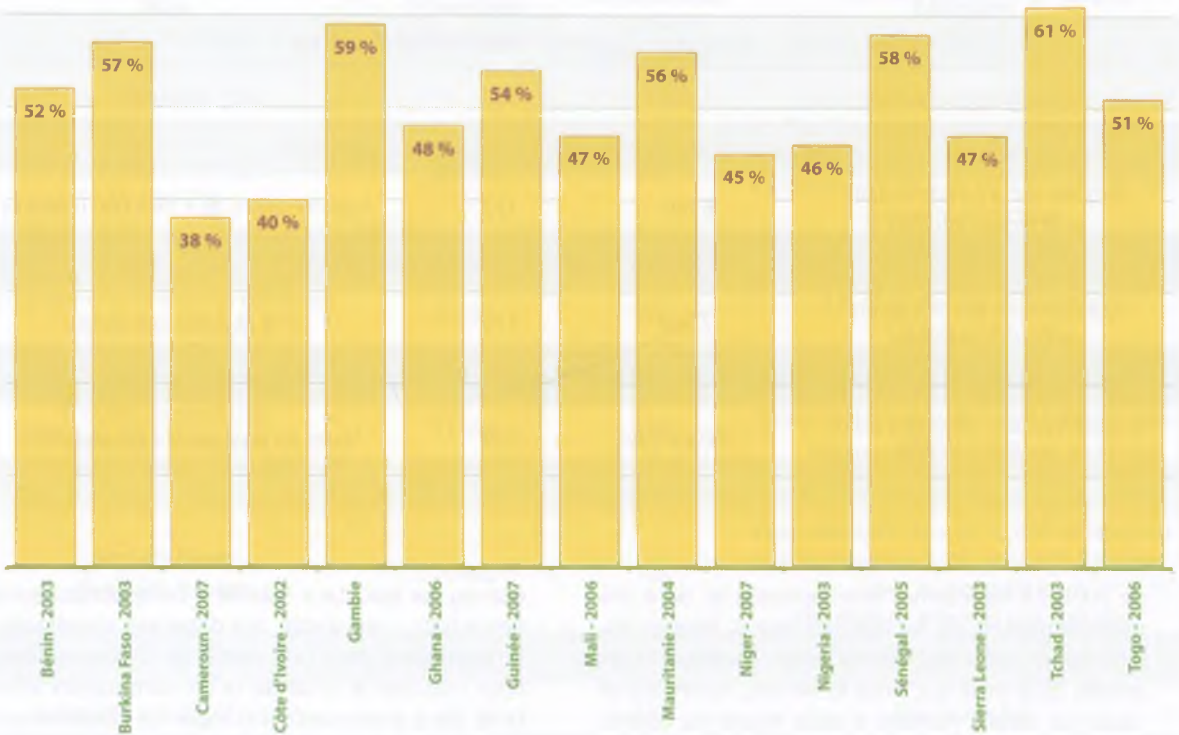
de 2008 sur les marchés internationaux et, dans une moindre mesure, sur les marchés locaux. Néanmoins, elles fournissent des informations concernant les années deux mille qui, nous le verrons, remettent en cause un certain nombre d'idées reçues ou datées. Comme le montre le *Tableau 1*, les échantillons varient de 2 200 ménages pour de petits pays comme la Gambie à 19 000 pour le plus grand, le Nigeria. En théorie, les enquêtes ne sont pas comparables puisqu'elles n'ont pas été menées la même année, selon la même méthodologie et la même nomenclature de produits. Au total, elles ont porté sur environ 133 000 ménages et la liste détaillée des produits atteint 1 826 items, ramenés à 745 après harmonisation, puis regroupés selon les catégories de la *Classification des fonctions de consommation des ménages* utilisée par les Nations unies². Les résultats publiés fournissent les consommations par produit alimentaire selon trois milieux : ville principale, villes secondaires et milieu rural. Ils distinguent les achats (dépenses), les dons et l'auto-consommation. Toutes les consommations sont indiquées en valeur monétaire du pays concerné. Dans notre article, nous désignerons ces données sous le sigle ENCM pour signifier qu'il s'agit des enquêtes nationales sur la consommation des ménages. Elles seront utilisées pour toutes les analyses concernant la consommation et le marché national puisque les enquêtes IHPC ne portent que sur les métropoles.

- ◆ Dans notre article, nous désignerons par « *consommation* » la valeur économique des produits et des services liés à la consommation d'aliments et de boissons, que ceux-ci soient auto-produits, achetés ou reçus par

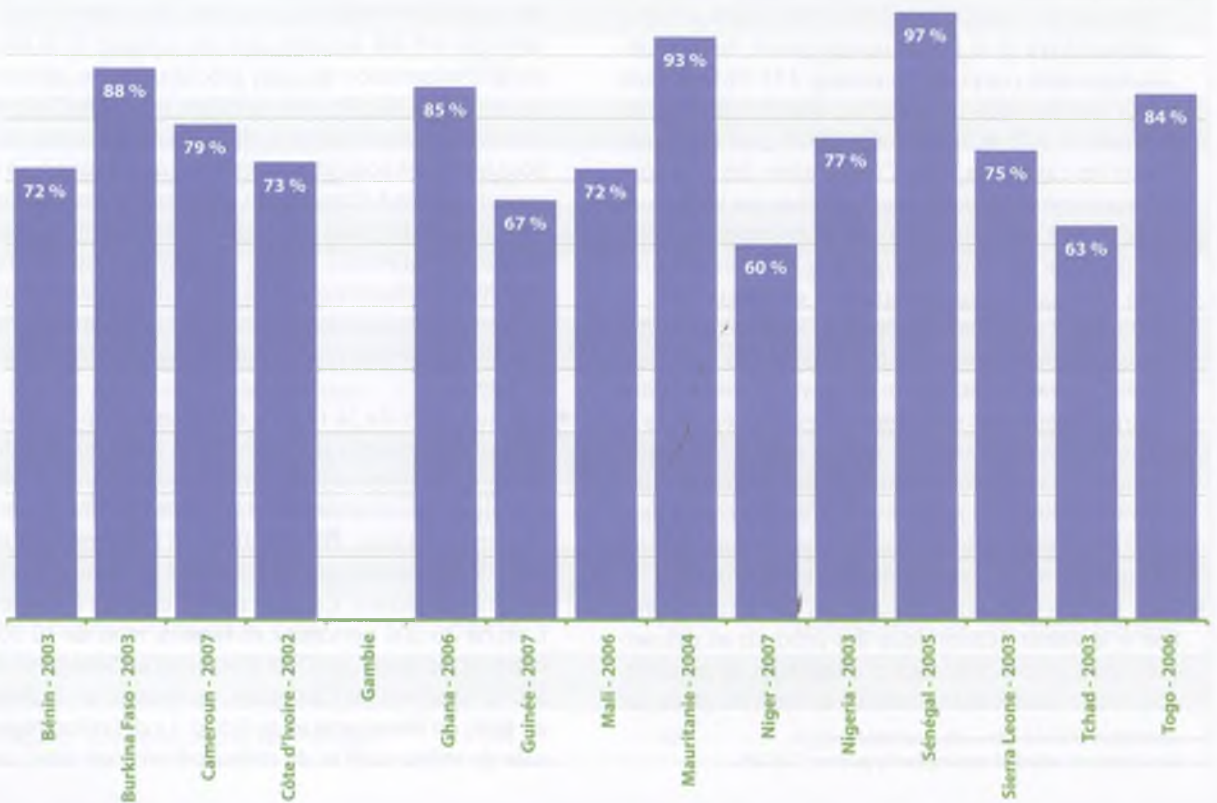
don ou par troc. Le « *marché* » correspondra au total des achats, c'est-à-dire des dépenses monétaires, et il constituera donc une partie de la consommation. Pour mesurer le total de la consommation alimentaire, nous prendrons en compte les consommations pour l'usage à domicile des aliments, les consommations alimentaires et de boissons dans la restauration marchande et les dépenses de mouture des grains. Afin d'estimer l'importance des débouchés du secteur agro-alimentaire, les boissons alcoolisées prises à domicile ont été ajoutées afin de disposer d'un total élargi (l'information est alors précisée dans le tableau). Les enquêtes auprès des ménages ne permettent de relever les consommations détaillées par produit que pour les seules acquisitions destinées à la cuisine ou à la consommation à domicile. Les dépenses de restauration ne sont pas détaillées par produits. Elles sont comptabilisées globalement. Si l'on fait l'hypothèse que ces dépenses se répartissent à peu près de la même façon que les consommations à domicile, la répartition par grands groupes de produits ne change pas fondamentalement.

- ◆ Chaque pays de la région définit sa propre classification des milieux urbain et rural (*Tableau 1*). Pour certains, le milieu urbain correspond à des agglomérations administrativement reconnues centrales dans une zone donnée. Pour d'autres, il correspond à un seuil de population, parfois combiné à un seuil d'activités non-agricoles. Ce seuil varie d'un pays à l'autre : il est de 20 000 personnes au Nigeria, mais de 10 000 habitants au Bénin, en Côte d'Ivoire ou au Sénégal et de 5 000 habitants au Cameroun, au Ghana, en Guinée, au Mali, en Mauritanie et au Tchad. La définition régionale du milieu rural et du milieu urbain n'est donc pas

Graphique 1
Part du marché alimentaire dans le marché total
(En pourcentage – Source : ENCM)



Graphique 2
Part des dépenses dans la consommation alimentaire
(En pourcentage – Source : ENCM)

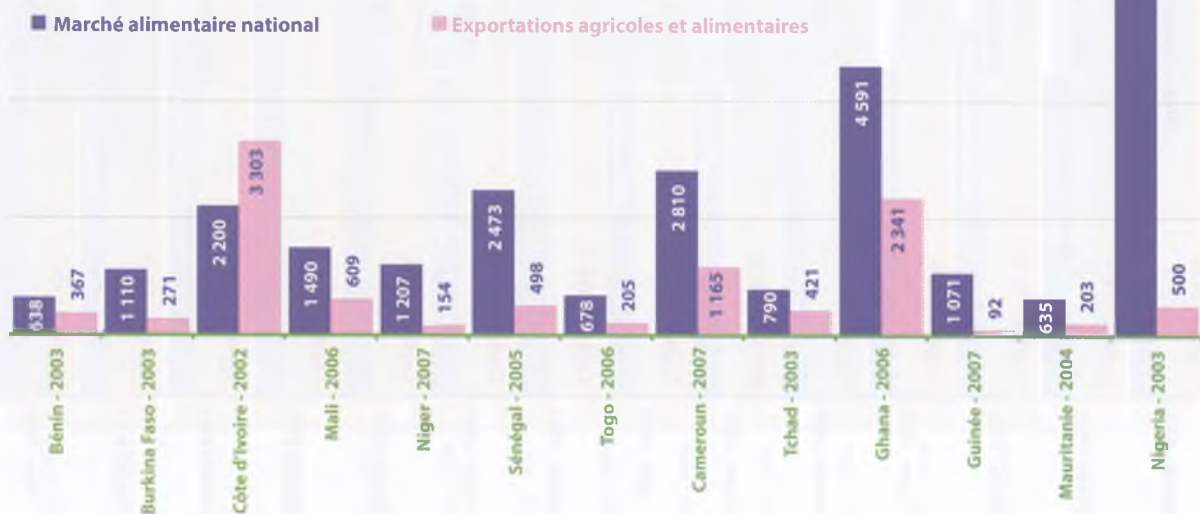


Graphique 3
Marchés alimentaires nationaux et marchés de produits alimentaires et agricoles à l'exportation
 (En millions de dollars)

Sources : Base de données Cnucead pour les valeurs des exportations.

Données ENCM pour les marchés alimentaires.

Les valeurs des marchés ont été converties en US dollars au taux de change moyen de l'année de l'enquête.



homogène. Les villes principales choisies par les pays dans les échantillonnages des enquêtes sont soit les capitales économiques, soit les capitales politiques, soit parfois les deux. Elles sont appelées métropoles dans notre article. Les villes secondaires sont les agglomérations considérées comme urbaines selon une définition propre à chaque pays, sauf la ou les villes principales.

2. RÉSULTATS

2.1. La consommation et le marché alimentaire national

Les enquêtes nationales sur la consommation des ménages (ENCM) permettent de mesurer la valeur économique du marché alimentaire, c'est-à-dire la valeur des achats d'aliments et de services liés à l'alimentation (mouture à façon et restauration) par les ménages. Ces valeurs du marché alimentaire peuvent être mises en relation avec, d'une part, la valeur économique du marché total, alimentaire et non-alimentaire (*Graphique 1*) et, d'autre part, avec la valeur économique de la consommation alimentaire, c'est-à-dire le cumul des achats, de l'auto-consommation et des dons (*Graphique 2*).

Le rapport entre les dépenses alimentaires et les dépenses totales, alimentaires et non-alimentaires, varie de 40 % à 60 % selon les pays. Il représente donc, en moyenne pour chaque pays, environ la moitié du marché total. Ce ratio est considéré comme un indicateur du niveau de richesse économique ³. Lorsque les ménages consacrent environ la moitié de leur budget économique à l'alimentation, celle-ci constitue un secteur particulièrement sensible car les variations de prix des aliments vont largement affecter leur pouvoir d'achat.

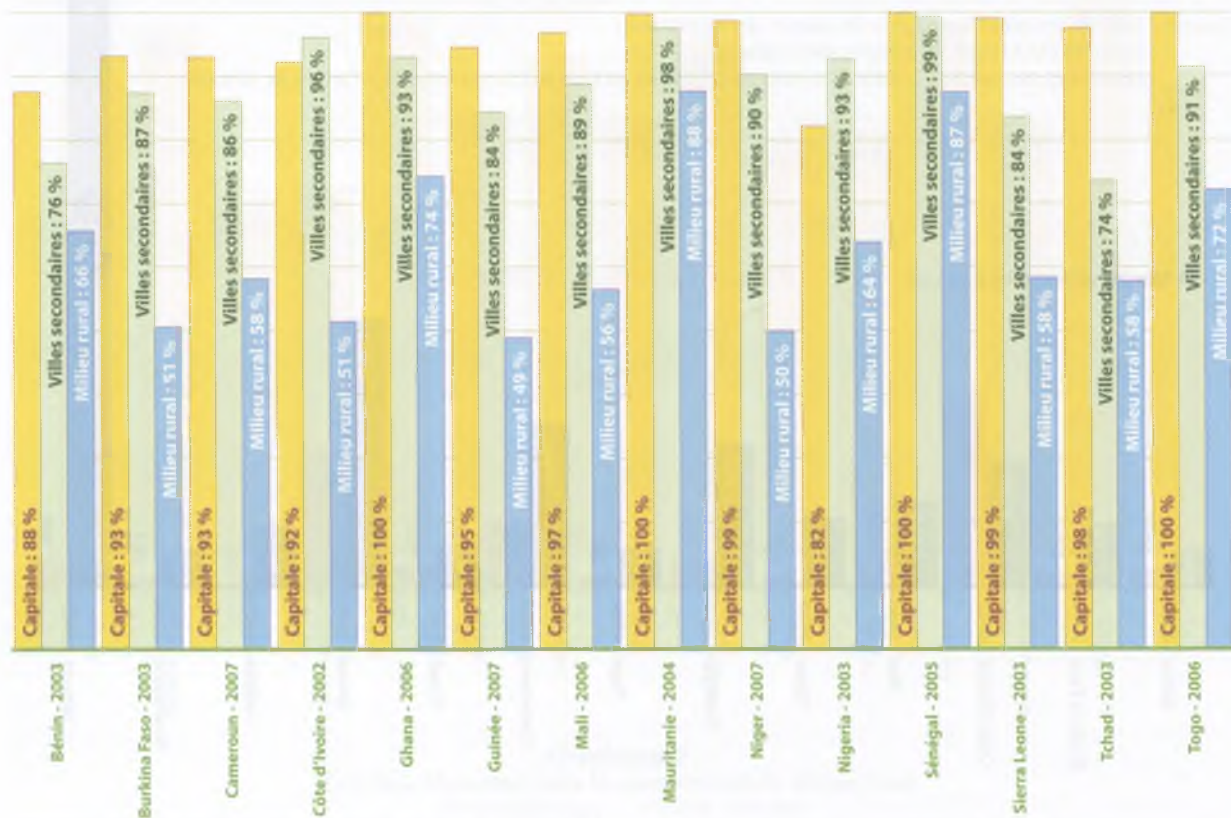
En convertissant les valeurs du marché alimentaire en dollars selon le taux de change moyen annuel de l'année de l'enquête, il est possible de calculer un ordre de grandeur de ce marché pour la région étudiée ⁴. Pour les pays pour lesquels nous disposons de données, il représente en moyenne 115 millions de dollars par million d'habitant : soit un marché annuel de plus de 35 milliards de dollars, lorsque nous multiplions ce montant par les 312 millions d'habitants vivant dans la région en 2010.

Comme le montre le *Graphique 3*, la valeur des marchés alimentaires nationaux est désormais nettement plus éle-

³ - En Europe, il varie de 5 à 25 % selon les pays.

⁴ - Ce calcul n'est pas très orthodoxe dans la mesure où nous additionnons des valeurs économiques correspondant à des années différentes, mais il donne néanmoins un ordre de grandeur du rapport entre marchés d'exportations et marché intérieur pour le secteur agricole.

Graphique 4
Importance des dépenses dans la consommation alimentaire selon les milieux de résidence
 (En pourcentage – Source : ENCM)



vée que celle des exportations de produits agricoles et alimentaires dans douze des treize pays de la région étudiée. Additionner la valeur (convertie en dollars) des marchés alimentaires de ces pays permet même de constater que celle-ci représente environ trois fois la valeur de leurs exportations agricoles et alimentaires. Autrement dit, les débouchés commerciaux offerts aux agriculteurs par les marchés intérieurs sont nettement supérieurs aux marchés d'exportation. Ces derniers génèrent certes des devises indispensables pour acheter les biens non produits dans le pays (énergie, produits manufacturés, etc.). Mais le marché intérieur n'en constitue pas moins un véritable moteur de la production agricole, désormais plus important que le marché international.

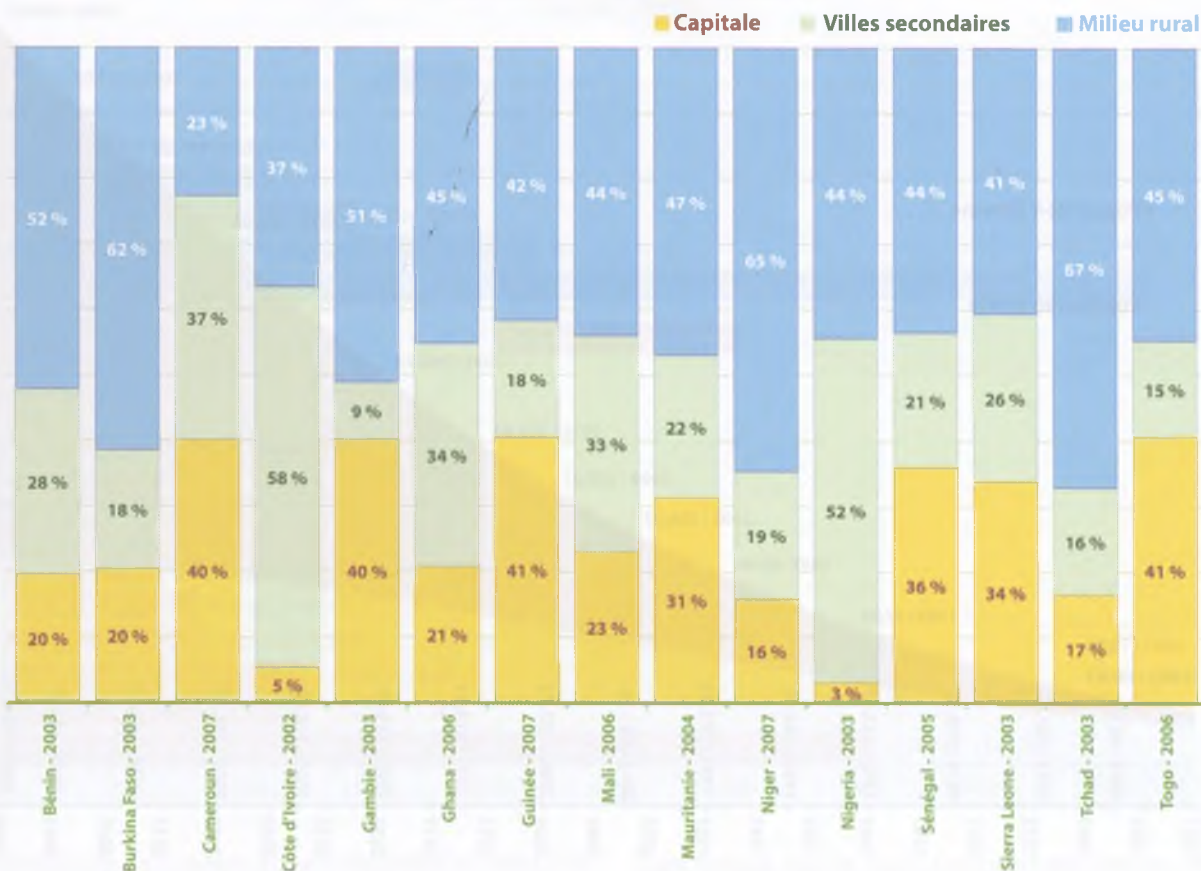
Selon les pays, la part du marché représente entre les deux tiers et plus de 90 % de la consommation alimentaire nationale. L'époque où l'alimentation était essentiellement assurée par l'auto-consommation est loin. Le système alimentaire est désormais largement monétarisé. Cela signifie que les ménages ne dépendent plus seulement des niveaux de production pour s'approvisionner : ils sont devenus très largement dépendants des prix. La part du marché dans la consommation est évidemment

plus importante en ville qu'en milieu rural, où une partie de la production est auto-consommée. Mais, même là, les achats représentent au moins la moitié de la valeur économique de la consommation (*Graphique 4*).

Désormais, le marché rural est tout sauf négligeable puisqu'il représente près de la moitié du marché alimentaire national (*Graphique 5*). Il faut donc s'affranchir d'une autre idée reçue : celle considérant que le marché alimentaire est essentiellement urbain. Le marché rural pèse lourd dans le marché national et les ruraux accèdent de plus en plus à l'alimentation par le biais du marché. Ce résultat surprenant s'explique en partie par la définition même du milieu rural. Il ne faut plus seulement l'assimiler à de petits villages d'agriculteurs, mais considérer qu'il intègre nombre de petits bourgs qui abritent quelques milliers d'habitants, sans être pour autant systématiquement classés en « milieu urbain ». Les recherches démographiques récentes révèlent bien cette « urbanisation par le bas » de la région, c'est-à-dire la prolifération de nouvelles petites agglomérations qui franchissent chaque année le seuil de l'urbain⁵. Ces bourgs ruraux sont équipés de marchés

5 - Denis & Moriconi-Ebrard, 2009.

Graphique 5
Répartition du marché national par milieu
 (En pourcentage - Source : ENCM)



réguliers et d'épiceries. Les cultivateurs y produisent encore une partie importante de leurs aliments de base comme les céréales, les racines et les tubercules, mais ils en achètent aussi, notamment du riz dont la consommation progresse. Ils achètent aussi de la viande et du poisson sec, de l'huile, des oignons, des produits laitiers, des condiments et du sucre. Ce marché rural reste mal connu, mais il ne peut plus être négligé. Il constitue désormais un débouché tout à fait significatif pour la production agricole, voire même, dans certains pays, pour les importations alimentaires.

Selon les nations unies, la population urbaine de la région étudiée représenterait 47,1% de la population total en 2013 et la proportion devrait atteindre les deux tiers en 2045. La marchandisation de l'alimentation devrait donc se généraliser et renforcer le rôle du marché intérieur dans l'économie agricole des pays d'Afrique de l'Ouest, du Cameroun et du Tchad.

2.2. Les niveaux de consommation des aliments selon le milieu de résidence

Les analyses que nous venons de présenter concernaient l'ensemble des produits alimentaires. Nous allons mainte-

nant analyser les consommations par aliment. Comment se répartissent-elles selon les milieux ? Les produits locaux sont-ils plus ou moins consommés en ville qu'en milieu rural ? Pour répondre à ces questions, les moyennes (non pondérées par la population) de trois ratios ont été calculées sur les treize pays pour lesquels nous disposons de données cohérentes :

- ◆ Consommation par tête dans la métropole / en zone rurale.
- ◆ Consommation par tête dans les villes secondaires / en zone rurale.
- ◆ Consommation par tête dans la métropole / dans les villes secondaires.

Ces ratios, présentés dans le *Tableau 2*, nous donnent le rapport de consommation en valeur économique, mais pas en quantité. Les prix des aliments étant plus élevés en ville qu'en milieu rural, des ratios similaires exprimés en rapports de quantités consommées seraient inférieurs, mais les données pour les calculer ne sont pas disponibles.

Le mil et le sorgho sont très nettement moins consommés en ville qu'en milieu rural : à quelques exceptions près, ces céréales « traditionnelles » apparaissent en nette marginalisation dans l'alimentation de base des citadins.

Graphique 6

Perspectives d'évolution à 2050 de la population des pays d'Afrique de l'Ouest, du Cameroun et du Tchad
(En millions d'habitants – Source : Nations unies)

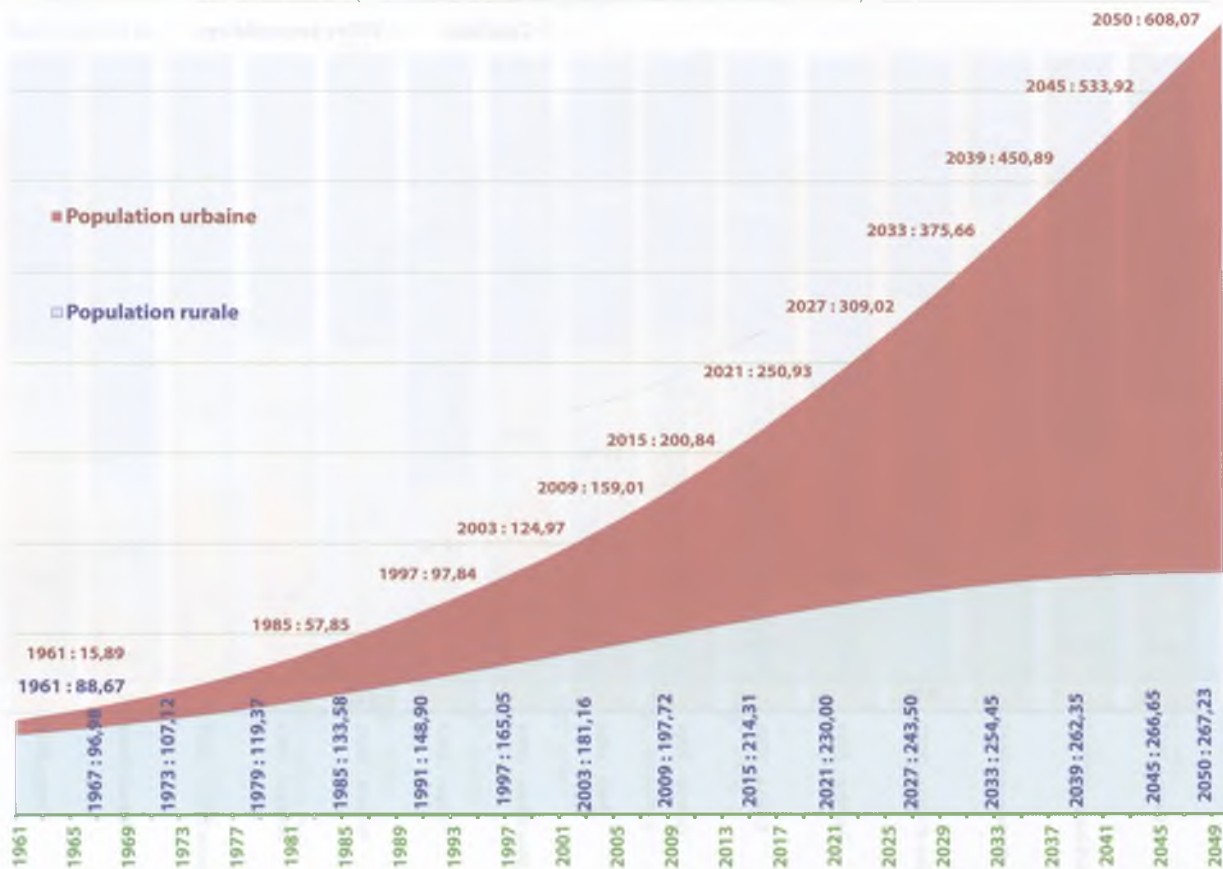


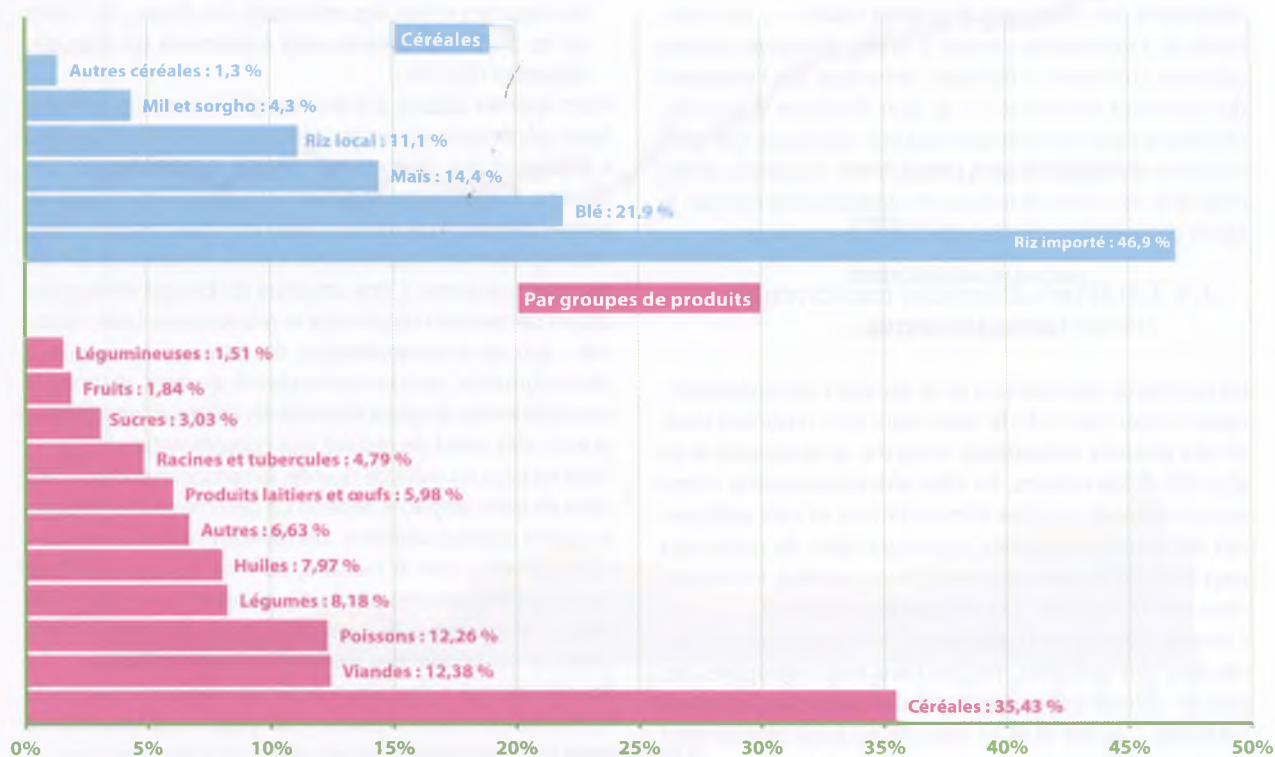
Tableau 2

Ratios des consommations urbaines sur les consommations rurales dans la zone géographique étudiée *

	Métropole / Milieu rural	Villes secondaires / Milieu rural	Métropole / Villes secondaires
Mil & Sorgho	0,26	0,49	0,48
Maïs	1,00	1,14	0,82
Riz	2,49	1,87	1,26
Blé	7,92	3,24	2,45
Manioc	1,34	1,31	1,08
Igname	2,15	1,49	1,18
Racines & Tubercules	2,87	1,70	1,50
Légumineuses	1,24	1,12	1,07
Viande	2,89	1,91	1,50
Poissons	3,35	1,70	1,93
Produits laitiers	6,63	2,53	2,36
Légumes	3,37	2,19	1,49
Fruits	3,47	1,55	2,08
Huiles végétales	1,97	1,55	1,28

* Moyennes non pondérées par la population des treize pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.

Graphique 7
Structure de la consommation alimentaire en 2008 dans huit métropoles des pays de l'UEMOA
 (Abidjan, Bamako, Bissau, Cotonou, Dakar, Lomé, Niamey et Ouagadougou)
 Sources : IHPC



Le maïs est en moyenne autant consommé en ville qu'en milieu rural, voire un peu moins en tenant compte des différentiels de prix : les villes constituent donc un débouché important pour lui. Les dépenses par personne pour acheter du riz sont deux fois et demie plus importantes dans les villes principales qu'en milieu rural et celles de blé, près de huit fois plus importantes. Ces deux céréales ont bien acquis une place prépondérante dans l'alimentation de base des citadins.

Les racines et tubercules – y compris le manioc et surtout l'igname, produits traditionnels du milieu rural – sont nettement plus consommés en ville qu'en zone rurale. La consommation urbaine de pommes de terre explique probablement le ratio ville principale / milieu rural plus élevé pour le groupe tout entier que pour ses deux principaux composants.

Compte tenu du pouvoir d'achat des urbains supérieur à celui des ruraux, les produits animaux (viandes, poissons et surtout produits laitiers) sont davantage consommés en ville. Le lait et ses produits dérivés sont devenus des produits courants chez les citadins, alors qu'ils sont plutôt réservés aux éleveurs en milieu rural. Enfin, les légumes et les fruits sont au moins trois fois plus souvent consommés en ville qu'à la campagne, et les huiles végétales environ deux fois plus.

Dans presque tous les cas, la consommation dans les villes secondaires se situe à un stade intermédiaire entre celles des villes principales et du milieu rural. Mais les échantillons de ménages enquêtés sont insuffisants pour permettre une analyse plus fine des différences selon la taille des villes. Il est ainsi impossible de déterminer s'il existe une évolution linéaire en termes de changements alimentaires au fur et à mesure de l'accroissement de la taille des villes, en particulier du fait du développement des classes moyennes plus aisées. De même, on ignore s'il existe des seuils de rupture dans l'évolution des régimes alimentaires au-delà d'un certain degré de marchandisation du système alimentaire des urbains.

Quoi qu'il en soit, ces calculs révèlent clairement que les villes principales consomment davantage de tous les produits – y compris ceux consommés en milieu rural – et ce, même si les ratios tendent sans doute à surestimer la consommation urbaine compte tenu des prix plus élevés pratiqués en ville. Seuls le mil et le sorgho semblent être remplacés par d'autres produits amyliacés en partie importés (céréales, racines et tubercules). Cela ne signifie pas pour autant que les styles alimentaires urbains africains s'occidentalisent. Certes, la part des glucides dans l'apport calorique baisse progressivement, alors que celle des lipides augmente et la part des produits transformés dans

la consommation urbaine augmente. Mais les cuisines, les pratiques de consommation et les représentations ne sont pas pour autant marquées par un mimétisme vis-à-vis des modèles occidentaux⁶. Les styles alimentaires urbains mélangent des références d'origines locales ou plus lointaines et d'innovations propres à la ville. Certaines cuisines urbaines africaines se diffusent désormais sur l'ensemble du continent comme le riz au gras d'origine dakaroise, l'*attiéké* qui est une sorte de couscous de manioc fermenté originaire d'Abidjan, le *gari*, une semoule de manioc grillée originaire des villes béninoises et nigérianes ou l'*amala*, la farine d'igname venue des villes yorouba du Nigeria.

2.3. Caractérisation des consommations alimentaires urbaines

De nombreux observateurs de la situation alimentaire africaine insistent sur la forte dépendance du continent vis-à-vis des produits alimentaires importés, en particulier le riz et le blé. Selon certains, les villes africaines seraient même essentiellement nourries d'importations et ceci expliquerait les émeutes urbaines survenues dans de nombreux pays lors de l'envolée des prix sur les marchés internationaux en 2007 / 2008. Qu'en est-il exactement ?

Comme l'illustre le *Graphique 7* en s'appuyant sur les résultats des enquêtes menées dans huit métropoles des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)⁷, le blé et le riz importé ou local représentent 80 % des céréales consommées et le riz et le blé importés, plus des deux tiers (68,8 %). Seule Bamako, la capitale du Mali, fait exception à la règle car ses habitants consomment majoritairement des céréales locales (mil et surtout riz). Les céréales sèches traditionnelles (mil et sorgho) sont désormais très peu consommées, sauf à Bamako et N'Djamena où elles représentent encore entre 15 et 20 % des dépenses en céréales. Le maïs tient une place plus importante dans certaines villes comme Cotonou, Lomé, Ouagadougou et Niamey.

Cette dépendance des villes vis-à-vis des céréales importées prouve leur vulnérabilité face aux risques de flambées des prix sur les marchés internationaux. Mais le constat doit être relativisé en examinant la place des céréales dans la consommation, tous produits confondus (*Graphique 7*). Le marché alimentaire des métropoles peut être réparti en trois grands groupes de produits :

- ◆ Les bases amyliées des plats : les céréales (mil, sorgho, fonio, maïs, riz, blé), les racines (manioc), les tubercules (igname, patate douce et pomme de terre, etc.) et les bananes plantain représentent un gros tiers des dépenses alimentaires des ménages pour leur consommation à domicile (37,5 % en moyenne pour les huit métropoles de l'UEMOA).

- ◆ Les produits animaux (viandes, poissons et produits aquatiques, produits laitiers et œufs) représentent un peu moins d'un tiers (29,7 %).
- ◆ Les autres produits condimentaires, les huiles, le sucre, les légumes et les légumineuses, les épices, les fruits et les boissons représentent également un tiers des dépenses (32,8 %).

Alors que les débats sur la sécurité alimentaire se focalisent généralement sur les céréales, ces chiffres tendent à relativiser leur importance dans la consommation des citadins. Certes, elles occupent une place importante en termes d'apport calorique. Mais, en valeur économique, elles représentent moins du tiers de la consommation alimentaire moyenne. Cette structure du budget alimentaire urbain permet de comprendre la relativement faible élasticité – prix de la consommation des céréales. Lorsque leur prix augmente, les consommateurs ajustent d'abord la composition de la sauce en produits animaux, en légumes et en huiles avant de réduire leur consommation.

Dans les pays du golfe de Guinée, la consommation de produits de base amyliés dépend un peu moins des céréales que dans les pays sahéliens. Les racines (manioc), les tubercules (igname, taro et macabo, pomme de terre et patate douce) et les bananes plantain y occupent une place non négligeable puisque leur consommation représente entre 20 et 25 % de celle des produits de base amyliés.

Pour déterminer l'ampleur des importations en apports nutritionnels, il faut mesurer – par pays – leur importance dans les disponibilités alimentaires par grands groupes de produits, puis croiser les pourcentages obtenus avec le poids de chaque groupe dans les disponibilités caloriques totales moyennes. Les *Graphiques 8* et *9* présentent le résultat de ces calculs pour l'Afrique de l'Ouest, donc hors Tchad et Cameroun.

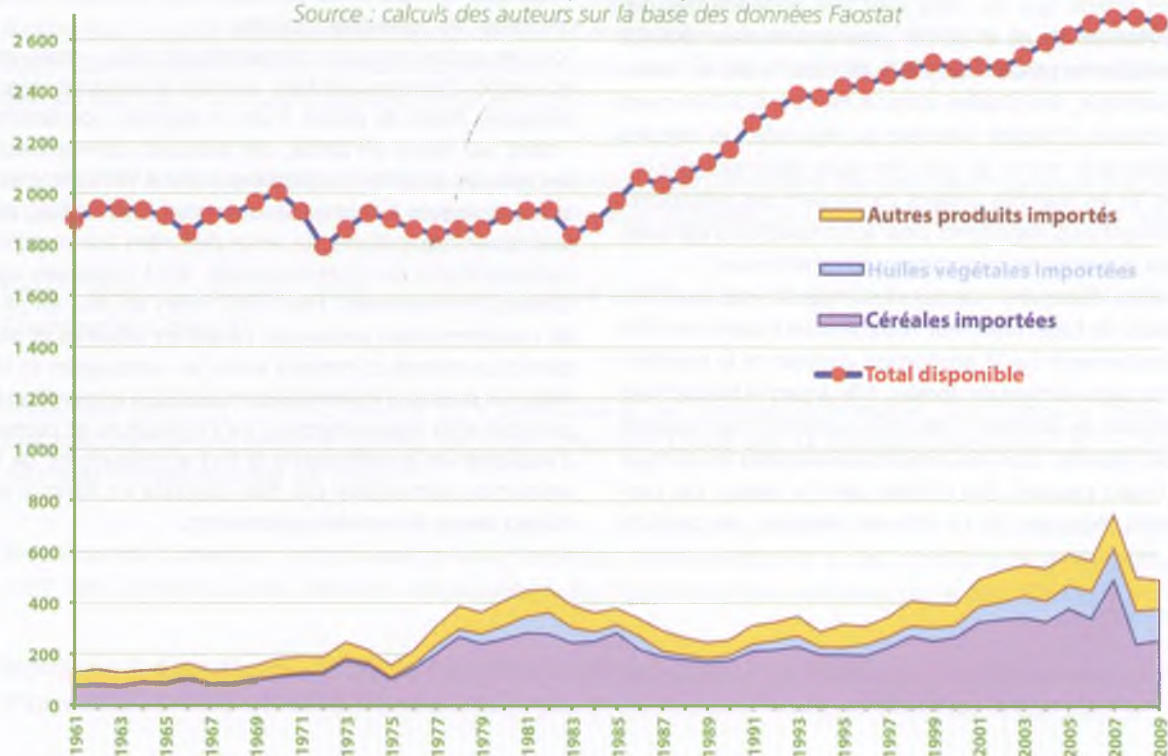
Sur l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, l'évolution depuis près de cinquante ans est à l'augmentation de la dépendance alimentaire, avec des périodes contrastées. Après une forte hausse à la fin des années soixante-dix, le recours aux importations s'est réduit dans les années quatre-vingt pour augmenter à nouveau dans les années quatre-vingt-dix et retomber depuis 2008. Les importations de céréales ont représenté moins de 10 % de l'apport calorique total en moyenne 2008 – 2009, alors qu'elles avaient dépassé les 18 % en 2007. Les situations sont cependant contrastées entre les pays fortement importateurs (environ 40 % en 2008 – 2009 au Sénégal, en Mauritanie et au Liberia) et ceux qui le sont moins (en dessous de 8 % au Nigeria, au Mali, au Burkina et au Niger). Globalement, la dépendance céréalière régionale apparaît donc relativement limitée, malgré le discours insistant sur son importance pour l'Afrique. Mais d'autres groupes de produits méritent une attention particulière car leur apport nutritionnel est loin d'être négligeable, alors que les approvisionnements de certains pays dépendent significativement du marché international : il s'agit des huiles végétales, des produits laitiers et du sucre.

6 - Requieries-Desjardins, 1989 ; Bricas, 1993.

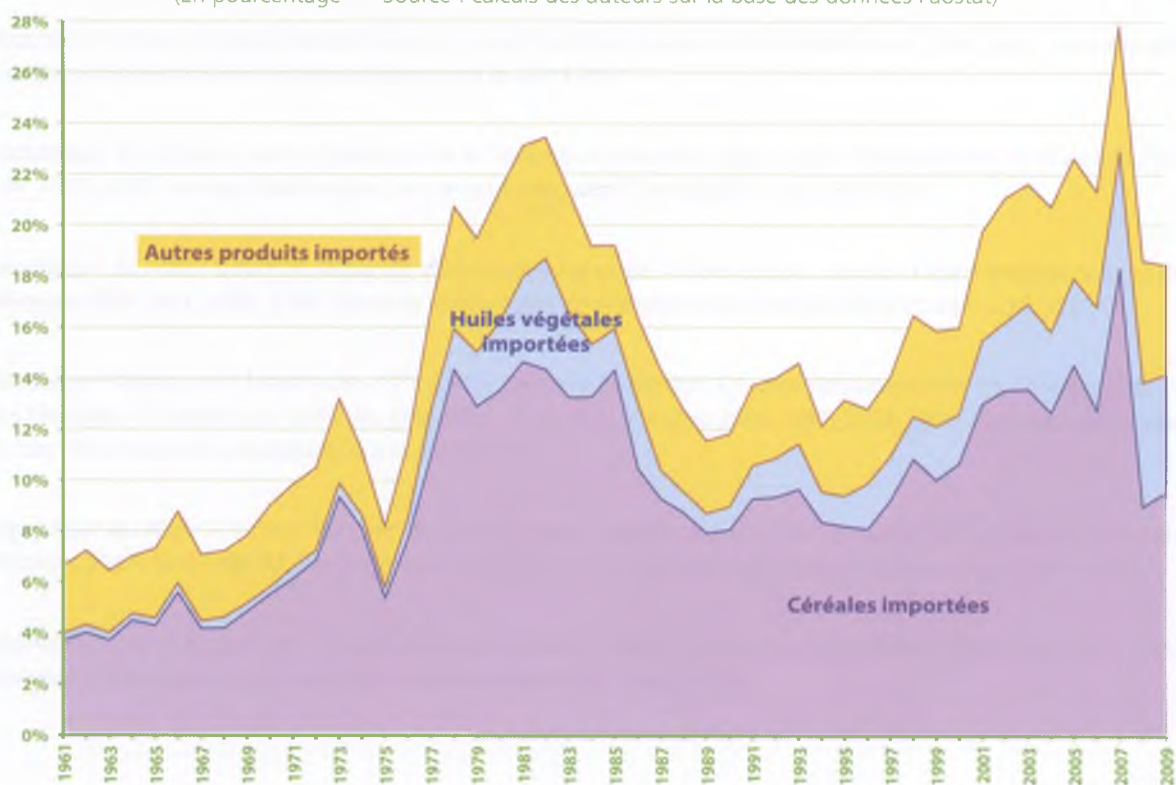
7 - Il s'agit d'Abidjan, Bamako, Bissau, Cotonou, Dakar, Lomé, Niamey et Ouagadougou (cf. la première partie de l'article sur la méthodologie).

Graphique 8
Évolution depuis 1961 des calories importées dans les disponibilités alimentaires d'Afrique de l'Ouest
En Kcal / personne / jour

Source : calculs des auteurs sur la base des données Faostat



Graphique 9
Évolution depuis 1961 de la part des calories importées dans les disponibilités alimentaires d'Afrique de l'Ouest
(En pourcentage – Source : calculs des auteurs sur la base des données Faostat)



CONCLUSION

Il faut retenir que les villes sont très dépendantes des importations de riz et de blé pour assurer leur sécurité alimentaire en produits amylacés de base. Mais, en valeur économique, les citoyens consomment majoritairement des produits d'origine nationale ou régionale. Les céréales représentent moins du tiers de leurs dépenses alimentaires. Et les marchés urbains constituent des débouchés nettement plus importants pour les producteurs agricoles locaux que pour les importateurs internationaux.

Les villes dépendent certes des importations pour les produits de base. Mais leur marché exerce aussi un effet d'entraînement sur la production agricole et la transformation agro-alimentaire locales. Mis à part le blé qu'il est impossible de produire à des prix compétitifs par rapport au blé importé, tous les aliments consommés en Afrique de l'Ouest peuvent être cultivés dans la région. Les productions régionales de riz, d'huiles végétales, de produits

laitiers et de sucre se développent, même si ces produits continuent de faire l'objet d'importations significatives – quoique d'importance variable selon les pays – pour compléter les productions locales.

Tous les autres produits consommés en ville – maïs, mil et sorgho, bananes plantain, viandes et poissons, légumineuses, huiles de palme, fruits et légumes, condiments – sont, au moins en partie, des produits commerciaux. Les cultures autrefois considérées comme vivrières, c'est-à-dire destinées à l'auto-consommation des ruraux, par opposition aux cultures de rente destinées aux marchés métropolitains ou internationaux, sont devenues des cultures commerciales. Elles font l'objet de plus en plus de transformations artisanales rurales et urbaines et surtout d'un intense commerce entre les campagnes et les villes. Ce secteur d'intermédiation constitue aujourd'hui le principal effet d'entraînement sur l'agriculture et permet d'expliquer en grande partie le fort accroissement de la production alimentaire par tête constaté en Afrique de l'Ouest depuis les années quatre-vingt.

Bibliographie

- Burkina Faso - Institut National de la Statistique et de la Démographie. Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages 2003, Questionnaire Unifié sur les Indicateurs de Base du Bien-être (QUIBB) 2003. BFA_2003_ECVM. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- Bricas N., 1993. Les caractéristiques et l'évolution de la consommation alimentaire dans les villes africaines. In MUCHNIK J. (Ed.) Alimentation, techniques et innovations dans les régions tropicales. Paris, France, L'Harmattan, pp. 127-160.
- Denis E. & Moriconi-Ebrard F., 2009. La croissance urbaine en Afrique de l'Ouest : de l'explosion à la prolifération. *La Chronique du Ceped*, 57.
- République du Bénin - Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique. Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base de Bien-être (QUIBB) 2003. Réf. BEN_2003_QUIBB_v01_M. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- République du Cameroun - Institut National de la Statistique. Troisième enquête sur les conditions de vie des ménages 2007. Réf. CMR-INS-ECAM3. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- République de Côte d'Ivoire – Institut National de la Statistique. Enquête sur le Niveau de Vie des Ménages de Côte d'Ivoire 2002 - CIV-INS-ENV-2002. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- Gambia, The - Gambia Bureau of Statistics. Integrated Household Survey 2003-2004 - GMB_2003_IHS. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- Republic of Ghana - Ghana Statistical Service- Living Standards Survey V 2005-2006. GHA_2006_GLSS. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- République de Guinée - Institut National de la Statistique. Enquête Légère pour l'Évaluation de la Pauvreté 2007. GIN_2007_ELEP. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- République du Mali - Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique. Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages 2006. MLI_2006_ELIM. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- République Islamique de Mauritanie - Office National de la Statistique. Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des Ménages / Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être 2004. MRT_2004_EPCV. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- République du Niger – Institut National de la Statistique. Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation des Ménages 2007. NER_ENBCM_2007. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- Federal Republic of Nigeria, The - National Bureau of Statistics. Nigeria Living Standards Survey 2003. NGA_2003_NLSS. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.

- République du Sénégal - Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal 2005. SEN_2005_ESPS. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- République du Sénégal - Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Enquête Sénégalaise auprès des Ménages 2001. SEN_2001_ESAM. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- Republic of Sierra Leone - Statistics Sierra Leone. Integrated Household Survey 2003-04. SLE_2003_IHS. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- République du Tchad - Institut National de la Statistique des Études Économiques et Démographiques. Enquête sur la Consommation et le Secteur Informel 2003-2004, Premier Passage. TCD_2003_ECOSIT. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- République du Togo - Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale. Questionnaire des Indicateurs de Base du Bien-être 2006. TGO_2006_QUIBB. Données téléchargées du site <http://microdata.worldbank.org> le 23/11/2011.
- Requier-Desjardins D., 1989. L'alimentation en Afrique : manger ce qu'on peut produire. Paris : Khartala et PUSAF. 169 p.